

DREAL-UD69-FM
DDPP-SPE-FC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2025-231
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière située aux lieux-dits
« Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan »
exploitée par la société NEXSTONE sur la commune de Mions

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L.411-2 ;
- VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières, modifié par les arrêtés ministériels du 24 décembre 2009 et du 31 mai 2012 ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 modifié autorisant la société PERRIER TP à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires lieux-dits « Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan » à Mions ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2020 portant autorisation de la société CMCA à se substituer à la société PERRIER TP suite au silence gardé de trois mois par le préfet sur la demande de changement d'exploitant du 30 janvier 2017 et imposant des prescriptions complémentaires à la société CMCA aux lieux-dits « Berlet », « Araigniers » et « Pierre-Blanche » à Mions ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDPP-DREAL 2025-76 du 3 avril 2025 portant autorisation de changement d'exploitant de la carrière située aux lieux-dits « Araigniers », « Barrollet », « Berlet », « Cerisier », « Chardonnières », « La Gravière » et « Plan » sur le territoire de la commune de MIONS, au bénéfice de la société NEXSTONE ;

VU la transmission par la société NEXSTONE du dossier de demande de modification des conditions d'exploiter du 27 juin 2025 ;

VU le rapport daté du 5 novembre 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 24 novembre 2025 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 26 novembre 2025 de l'exploitant sur le projet ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploitation transmise par la société NEXSTONE par courrier du 27 juin 2025 susvisé :

- ne concerne ni un approfondissement de la cote minimale d'extraction ni une augmentation de moins de 25 ha du périmètre de la carrière ;
- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- prévoit une réduction du rythme d'extraction (moyen et maximal). La production moyenne est diminuée d'environ 33 % et la production maximale de 22 % ;
- prévoit implicitement la réduction du trafic des camions ;
- ne prolonge pas la durée initiale d'exploitation ;
- ne propose pas une extension des limites du périmètre autorisé ;
- ne modifie pas l'usage futur du site ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- ne modifie pas les émissions sonores ou les émissions de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;
- n'engendre pas de nouvelles nuisances.

CONSIDÉRANT que cette demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière n'induit ni une augmentation de nuisances ni de nouveaux impacts ; qu'en conséquence, les modifications ne sont pas substantielles ;

CONSIDÉRANT de tout ce qui précède, qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles L. 181-14, L. 181-15 et R. 181-46 du code de l'environnement :

- de prendre acte de sa demande de modification du plan de phasage du site ;
- de modifier les prescriptions applicables à l'établissement.

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Il est pris acte de la demande de la société NEXSTONE transmise le 27 juin 2025 relative à la modification des conditions d'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de MIONS.

ARTICLE 2 :

Le tableau des activités à l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Classement
Exploitation de carrières	Tonnage annuel maximum extrait de 700 000 t	2510.1	Autorisation
Installations de broyage, concassage, criblage (....) de pierres, cailloux, et autres produits minéraux naturels (...) ou de déchets non dangereux inertes (...) Puissance installée de l'ensemble des machines concourant au fonctionnement des installations (hors puissance des engins mobiles) : - installations traitant les matériaux issus de la carrière = 2 000 kW - installations traitant les déchets non dangereux inertes sur le centre de recyclage = 400 kW	Puissance installée : 2400 kW	2515.1	Autorisation
Station de transit de déchets non dangereux inertes sur l'installation de recyclage Négoce de granulats	Capacité de stockage de déchets non dangereux inertes : 130 000 m ³ Superficie de l'aire de transit des déchets non dangereux inertes : 106 000 m ² + superficie de l'aire de négoce : 2 000 m ² Total : 108 000 m ²	2517.1	Autorisation
Dépôt de liquides inflammables de 2ème catégorie • Une cuve enterrée de 3 m ³ d'huile usagée dans l'atelier • Un stockage de 2 m ³ d'huile dans le bâtiment de l'installation de traitement des granulats • Un stockage de 0,5 m ³ d'huile dans le bâtiment de l'installation de recyclage coefficient 1/5	Volume équivalent total : 1,1 m ³	1432.2	Non classé
Atelier de réparation et d'entretien atelier de 346 m ²	Surface totale : 346 m ²	2930.1	Non classé

ARTICLE 3 :

Les paragraphes suivants de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2013 :

« Le tonnage annuel maximum extrait autorisé est de 750 000 t jusqu'au 31 décembre 2017, puis de 900 000 t.

Le tonnage annuel moyen extrait sur la période totale autorisée pour l'extraction (25 ans) est de 750 000 t/an. ».

sont remplacés par :

« Le tonnage annuel maximum extrait autorisé est de 700 000 t et le tonnage annuel moyen autorisé est de 500 000 t. ».

ARTICLE 4 :

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le plan de phasage situé en annexe de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020 est remplacé par celui joint en annexe du présent arrêté.

Les dispositions de l'article 7.4 – conduite de l'exploitation de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 sont remplacées par les suivantes :

L'exploitation est conduite en 6 phases successives. Les plans de phasage d'extraction et de remblaiement sont joints en annexe du présent arrêté. La remise en état des zones déjà exploitées est coordonnée à l'extraction.

Phase 1 : 5 ans

L'extraction se poursuit sur l'Ouest de l'emprise en direction du Sud. Les talus Ouest arrivent dans leur position définitive. Une fois atteintes les limites d'emprise au Sud, l'extraction s'oriente vers l'Est. Le remblaiement et la remise en état s'effectuent d'abord sur la zone extraite sous le régime de l'autorisation antérieure, au Nord du chemin de Feyzin, puis continuent, du Nord vers le Sud, sur les terrains extraits durant la phase 1. À la fin de cette phase, l'ensemble de la zone remblayée durant cette phase (environ 8.1 ha) aura été rendue à l'agriculture.

Plantation de haie : les haies repérées 1 (140 m) et 3 (560 m) sur le plan en annexe 3.2.A de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 sont replantées durant cette phase. Des mares sont créées au pied de la haie repérée 1.

Le chemin de Feyzin est dévié selon l'itinéraire en annexe 12 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013.

Lors de la remise en état au cours de cette phase, une surface de matériaux sablo-graveleux de 2000 à 3 000 m² est aménagée en partie Nord du périmètre de protection éloignée du captage Ferme Pitiot, selon les dispositions prévues dans la mesure compensatoire C5 (cf titre VII).

Phase 2 (2021-2025) : 5 ans

L'extraction se poursuit en direction du Sud/Sud-Est. Les talus Ouest et Sud-Ouest arriveront dans leur position définitive et seront remblayés simultanément. L'extraction et le remblai se développeront également vers l'Est.

À la fin de cette phase, environ 6 ha sont rendus à l'agriculture.

L'exploitation n'atteint pas encore la zone d'extension et le chemin du Plan n'est pas dévié.

Phase 3 (2026-2030) : 5 ans

L'extraction se poursuit sur la partie Est de la zone en renouvellement, du Sud vers le Nord jusqu'à atteindre le chemin de Feyzin et le dépasser.

Le remblayage des zones déjà extraites se poursuit du Sud au Nord en veillant à conserver un accès en limite Est pour l'exploitation finale de la zone d'extension.

À la fin de cette phase, environ 15 ha auront été rendus à l'agriculture.

Lors de la découverte de la partie au Nord du chemin de Feyzin, un merlon paysager est aménagé en limite Est jusqu'au chemin de Berlet (localisation en annexe 11 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013). Il est démantelé lors de la remise en état finale.

Plantation de haie : la haie repérée au numéro 9 (70m) sur le plan en annexe 3.2.A de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 est replantée durant cette phase.

Une falaise à hirondelle des rivages est aménagée sur le front Est de la zone exploitée durant cette phase, et des mares sont créées à son pied.

Phase 4 (2031-2035) : 5 ans

L'extraction se poursuit jusqu'au chemin de Berlet puis sur la zone résiduelle au Nord-Est du site. En fin de phase, lorsque l'ensemble du gisement de la zone en renouvellement est épuisé, elle bascule sur la zone d'extension au Sud du chemin du Plan.

Le remblayage continue vers le Nord directement à la suite des extractions. À la fin de cette phase, environ 10 ha seront rendus à l'agriculture.

Lors de la découverte de la partie Nord de l'extension (zone au Sud du chemin du Plan), un merlon paysager est aménagé en limite Est sur la moitié Nord de l'extension (localisation en annexe 11 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013). Il est démantelé lors de la remise en état finale.

Le chemin du Plan est dévié selon l'itinéraire en annexe 12 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013..

Une falaise à hirondelle des rivages est aménagée sur le front Est de la zone exploitée durant cette phase, et des mares sont créées à son pied.

Phase 5 (2036-2040) : 5 ans

L'extraction se poursuit sur la moitié Sud de la zone d'extension, du Nord vers le Sud. Le remblaiement se développe de sorte à conserver un accès au gisement. Environ 10 ha seront restitués à l'agriculture en fin de phase.

Un merlon paysager est aménagé en limite Est sur la moitié Sud de l'extension (localisation en annexe 11 de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013). Il est démantelé lors de la remise en état finale.

Une falaise à hirondelle des rivages est aménagée sur le front Est de la zone exploitée durant cette phase, et des mares sont créées à son pied.

Phase 6 (2041-2043) : 3 ans

L'extraction se termine tout au sud de la carrière.

Les installations annexes et activités industrielles (installations de traitement, de chargement, centrale d'enrobage, centrale à béton) sont démantelées, le carreau sur lequel elles se trouvent est remblayé, du sud vers le nord, pour une remise en état agricole.

À la fin de cette phase, l'ensemble de la zone remblayée aura été rendue à l'agriculture.

Plantation de haies : les haies repérées aux numéros 5 (100m + 140m), 8 (245m), 10 (100m) et 11 (100m) sur le plan en annexe 3.2.A de l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 sont replantées durant cette phase. Des mares sont créées au pied des haies numéros 10 et 11.

La dernière falaise à hirondelle des rivages est aménagée sur le front Est de la zone exploitée durant cette phase, et des mares sont créées à son pied.

Les chemins de Feyzin, Berlet et du Plan sont restitués en intégralité. »

ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les montants de référence (Cr) des garanties financières pour chaque phase quinquennale, tels qu'ils sont présentés dans l'article 2 - Garanties financières de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020, sont modifiés comme suit :

- 1 261 515,6 € TTC pour la phase 3 allant du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2030 ;
- 1 208 047,6 € TTC pour la phase 4 allant jusqu'au 31 décembre 2035 ;
- 1 347 270,0 € TTC pour la phase 5 allant jusqu'au 31 décembre 2040 ;
- 1 150 004,1 € TTC pour la phase 6 allant jusqu'au 19 décembre 2043 ou par prolongation jusqu'à la levée des garanties financières. »

L'exploitant adresse à la préfète le document établissant le renouvellement des garanties financières dans les 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mions et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Mions pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Mions fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône - direction départementale de la protection des populations - 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (Société NEXSTONE - 1 rue du Colonel Pierre Avia - 75015 PARIS), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Mions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NEXSTONE.